

La CSST est «malade», dénonce un organisme



[Annabelle Blais](#)

La Presse

L'Union des travailleurs et travailleuses accidentés de Montréal (UTTAM) a dénoncé un régime de réparation «injuste» de santé-sécurité du travail en publiant son livre vert, hier. L'organisme y affirme notamment que trop de demandes d'indemnisation sont refusées.

«Selon les données de la CSST [Commission de la santé et de la sécurité du travail] pour 2012, elle n'a accepté que 80,6% de l'ensemble des réclamations pour accident du travail ou maladie professionnelle qui ont été

produites; elle refuse donc une demande sur cinq», peut-on lire dans le document.

Selon le porte-parole de l'organisme, Roch Lafrance, la fraude est un phénomène très marginal. «Depuis deux ans, il y a eu une seule condamnation pour fraude à la CSST pour 250 000 personnes qui reçoivent des indemnités.»

Diagnostics contestés

Pourtant, la Commission conteste souvent les diagnostics des médecins traitants, soutient le livre vert. «C'est par le biais de la «science médicale» que la CSST garde un contrôle sur les coûts engendrés par les lésions professionnelles, au mépris le plus absolu des droits des victimes d'accidents et de maladies du travail.»

De plus, l'organisme accuse la CSST de «maquiller» ses bilans annuels afin de démontrer une réduction du nombre de lésions professionnelles survenues au Québec.

«La CSST ignore totalement le nombre réel de lésions professionnelles pouvant survenir au Québec puisque, depuis la réforme de 1985, les employeurs n'ont plus l'obligation de déclarer toutes les lésions professionnelles, mais seulement celles qui occasionnent un arrêt de travail de plus d'une journée», précise le livre vert.

Réforme du régime

La ministre du Travail, Agnès Maltais, qui a annoncé le 5 novembre la formation d'un comité afin de proposer des réformes du régime, est loin de rassurer l'organisme. «Elle fait exactement ce qu'ont fait ses prédécesseurs. Le comité sera composé de membres de la CSST et du ministère du Travail, et déjà deux groupes ont fait des recommandations qui sont toujours pro-patronales, a déploré M. Lafrance. Ça suffit, les discussions derrière des portes closes!»

L'organisme propose de consulter les travailleurs en recueillant les témoignages et les opinions sur son site internet. Au retour des Fêtes, il compte se déplacer partout au Québec pour aller à la rencontre des travailleurs, au moyen d'assemblées populaires.